

23 janvier 1985 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, devant le Conseil général de l'Isère, Grenoble, mercredi 23 janvier 1985.

Monsieur le Président, mesdames et messieurs,

- J'ajouterai peu de mots à cette présentation de l'Isère, et de l'Isère en mouvement. Un département puissant mais qui a ses faiblesses, qui s'efforce de les corriger et dont le plan déjà mis en oeuvre en ses commencements marque bien une volonté sans faille en même temps qu'elle souligne les étonnantes ressources de ce pays et de sa population.

- On a toujours le sentiment quand on vient à Grenoble d'être dans une capitale. C'est une capitale moderne, des temps modernes qui plonge ses racines dans une vieille et grande histoire. Il est bon que vous en assuriez la permanence et que vous en cherchiez encore le développement et ce sont bien les conseillers généraux que nous avons voulu mettre en mesure de disposer des pouvoirs nécessaires pour mener à bien cette action.

- J'ai pendant longtemps, moi-même, dirigé un Conseil général. J'ai été longtemps un élu local et je peux mesurer la distance parcourue entre le temps où ces élus, travaillant avec les pouvoirs publics, ce qui était bien normal, étaient réduits à harmoniser leurs actions avec les décisions de l'Etat, et la situation présente où certes l'Etat doit être respecté, où sa part doit être résolument assumée, mais où l'initiative ainsi que le financement de nombreuses entreprises relèvent essentiellement de la volonté et de la décision des élus. Je me trouve donc ici à Grenoble dans un siège d'un Conseil général tout à fait différent sinon dans sa composition, du moins dans ses pouvoirs de ce qu'ils étaient naguère, il n'y a pas si longtemps, c'est-à-dire, il y a simplement deux ans. Vous êtes donc à pied d'oeuvre, vous êtes au commencement d'une nouvelle période de votre histoire, et j'aperçois à l'écoute du président Mermaz `président du Conseil général de l'Isère` que vous ne manquez pas d'ambitions. Cela vaut mieux, croyez-moi. Vous rencontrerez le -concours de la puissance publique, de l'Etat dès lors qu'il s'agira d'aller pour tenter d'atteindre les objectifs prioritaires qui sont les nôtres.

- Venir au LETI c'est une façon de souligner en compagnie de M. le ministre de la recherche et de la technologie `Hubert Curien`, que nous avons choisi cette priorité-là parmi toutes les recherches, la technologie de déploiement industriel, assorti bien entendu de ce qui est indispensable et qui tient à la formation et la -nature des hommes eux-mêmes, la formation, l'éducation, le savoir de façon à disposer de la ressource humaine sans laquelle il serait vain de rechercher les autres réussites. Tout cela va de pair, et nous avons fixé à la recherche, à la culture, à l'éducation à la promotion et à la transformation, à l'adaptation notre outil industriel, le meilleur de nos efforts.\

Tout à l'heure je reprenais l'expression de M. le maire, qui me disait : "La France retient son souffle", j'y reviens pour dire comme je lui ai répondu : "la France reprend son souffle". La preuve en est dans quelques données très simples. J'ai recueilli une hausse des prix annuels à 14 % elle est à moins de 7 % en trois ans, et cela durait auparavant depuis 8 ans. Le commerce extérieur, je l'ai recueilli à 62 milliards de déficit. Eh bien cette année, le commerce extérieur pour l'échange commercial, l'échange de marchandises est à 22 milliards. La balance des paiements, depuis 5 ans était déficitaire, elle est équilibrée, à un milliard près de francs. Je pourrais continuer ainsi, la production industrielle reprend, c'est la première année. L'écart avec les pays étrangers dans le développement de la lutte contre la hausse des prix, cet écart-là est le plus étroit qu'on ait connu depuis 1973, sauf en 1975 on arrive à peu près au même résultat

plus étroit qu'on ait connu depuis 1973, sauf en 1975 on arrive à peu près au même résultat. C'est dire que l'effort accompli par l'ensemble des Français payé durement par eux, par des efforts et par des sacrifices, leur permet de reprendre leur souffle, non pas pour s'arrêter mais pour avoir le second souffle qui les mènera au terme du chemin que nous avons tracé. C'est objet-même des années prochaines dont nous avons la charge.\

Mais si nous n'avions pas le relais de département comme celui-ci dont on vient de rappeler justement que c'était une capitale européenne de la science et de la technique, de l'invention, si nous n'avions pas ce relais, que ferions nous ? C'est parce que surgissent un peu partout des initiatives, parce qu'apparaissent des énergies, parce que les talents s'affirment, parce que le foisonnement des qualités multiples s'entrecroisent et finalement se conjuguent, c'est à cause de cela que nous-mêmes, chargés de gérer l'ensemble de la nation, trouvons le ressort et le moyen de réussir. Unissons-nous pour, ayant déjà réduit pour une part qui n'est pas suffisante les taxes qui depuis trop d'années, depuis le début de la crise mondiale, 1973, 1974 plus de 10 ans déjà, ont réduit peu à peu la capacité de l'emploi et donc accru le chômage, unissons-nous pour que toutes ces victoires commencées qu'il convient de parachever, nous soyons en mesure de donner l'élan économique qui permettra à l'emploi de reprendre en même temps que la solidarité nationale apportera sa contribution comme il convient.

- Mais de toute part, de semaines en semaines, dans 48 heures, le Premier ministre ` Laurent Fabius ` informera les Français en disant que l'informatique pour tous entre dans la réalité, il vous dira que dans chaque classe, école primaire jusqu'à l'université supérieure l'informatique sera partout un nouveau langage, une nouvelle forme de culture perpétuant les formes anciennes, mais les transformant et les adaptant aux langages scientifiques indispensables car les machines ont besoin d'un langage, encore faut-il que ce soient les hommes qui le commandent. C'est à quoi nous travaillons, en sachant fort bien que nous ne parviendrons pas comme cela, subitement, à réduire autant qu'il faudrait les injustices de toutes sociétés, c'est une lutte quotidienne, nul n'aurait le droit de mettre en doute notre volonté farouche d'y mettre un terme en avançant pas à pas à la mesure de nos moyens et sans jamais relâcher notre effort pour la redistribution de ce qui sera de plus en plus le profit national. Il faut que, comme je le disais à l'instant, mais je tiens à ce que cette expression entre dans les esprits, on ne vante pas toujours le progrès de l'économie sans l'accompagner par le progrès social.

- Monsieur le président, mesdames et messieurs, j'en ai terminé. Nous avons échangé des paroles de courtoisie, abordé quelques sujets de fond, mais il faut maintenant passer quelques moments ensemble tout autrement. Ce sera très agréable pour moi que de pouvoir passer quelques minutes avec vous dans la détente d'une fin de journée, qui n'est pas terminée, mais enfin une fin d'après-midi dans l'Isère, avant de poursuivre un peu plus loin l'itinéraire de mes obligations, dont je ne me plains aucunement, qui sont parmi les plus belles, les plus enrichissantes, les plus exaltantes, puisqu'il s'agit de servir la France et de défendre la République.

- Merci monsieur le Président, mesdames et messieurs.\